

# ADEESE

## **Fini la récupération de nos actions par l'UEQ : pour la rémunération de tous les stages!**

Dans une [entrevue à Radio-Canada diffusée le 30 août 2018](#), Guillaume Lecorps, président de l'Union étudiante du Québec (UEQ), s'est exprimé sur la compensation financière accordée pour le stage final en éducation. Suite aux propos tenus par le président de l'UEQ, il est impératif que nous rétablissions certains faits.

Lorsque la présentatrice mentionne les manifestations et les journées de grève menées durant la dernière année scolaire, Guillaume Lecorps mentionne que la CRAIES constitue l'essentiel du mouvement de mobilisation portant sur le stage-4 en éducation. Il ajoute que la compensation financière satisfait les gens qui se sont mobilisés. S'il est vrai que la CRAIES milite pour la compensation financière du stage final en éducation depuis belle lurette, les mandats de grève votés l'année dernière réclamaient, en grande majorité (si ce n'est pas en totalité), la rémunération de **tous** les stages, peu importe le niveau et le programme d'étude. Or, Lecorps n'a pas fait cette nuance. Il a préféré récupérer l'ensemble du travail militant et des actions entreprises pour le compte de la CRAIES, qui est un comité de travail au sein de l'UEQ.

Ce n'est pas la première fois que la CRAIES, ainsi que l'UEQ, s'approprie le travail effectué par les militantes et les militants en faveur de la rémunération de tous les stages. L'année dernière, l'ADEESE leur a d'ailleurs adressé une motion de blâme à ce propos avant de quitter l'organisation pour de bon, faute d'ouverture aux critiques apportés.

### **Un amalgame qui perdure**

Depuis l'amorce de la campagne pour la rémunération des stages, démarrée par les Comités unitaires sur le travail étudiant, une confusion perdure dans l'espace médiatique. Les actions entreprises durant cette campagne ont souvent été amalgamées à la CRAIES. Or, les porte-paroles de la CRAIES, et de l'UEQ, n'ont jamais cru bon de corriger cette situation. Bien au contraire, depuis au moins un an, leur discours alimente cette confusion. Bien entendu, cette situation est tout à leur avantage puisque ces actions leur permettent d'obtenir du temps d'antenne tout en laissant penser que des gens se mobilisent autour de leur proposition. Il nous est permis de croire que, dans la situation contraire, les porte-paroles auraient tôt fait de rectifier le tir.

Il est donc naturel que nous nous sentions encore une fois instrumentalisé·es par des gens qui ne sont pas des allié·es. Cette affirmation peut sembler un peu brusque, c'est pourquoi nous devons l'explicitier. L'ADEESE, ainsi que les autres associations étudiantes qui ont voté des mandats de grève, prônent la **rémunération de tous les stages** et **l'inclusion des stagiaires à la loi sur les normes du travail**, afin que les stagiaires deviennent des salarié·es. À l'inverse la CRAIES et l'UEQ se contentent d'une compensation financière qui fait l'économie d'une réflexion sur le statut légal des stagiaires.

Nous invitons donc l'UEQ, la CRAIES, ou tout autre actrice ou acteur participant de près ou de loin à l'enjeu des stages non payés, à faire preuve de rigueur lorsqu'elles et ils commentent des événements à l'avenir. Il n'y a rien qui justifie la récupération opportuniste que Guillaume Lecorps a faite des actions auxquelles nous, et bien d'autres, avons participé.

Nous ne nous sommes jamais adonné·es à de telles pratiques et demandons le même traitement de la part des autres organisations étudiantes et/ou militantes.

Solidairement,

Le conseil exécutif de l'ADEESE-UQAM